



Condition paysanne et industrialisation

par [Materne Maetz](#)

J'ai participé récemment à un débat sur l'agriculture et l'alimentation dans le cadre du [Festival Alimenterre](#). Il faisait suite à la projection du film « [Leurs Champs du Cœur](#) » de Mickaël Denis-Shi.

En visionnant ce film, je me suis dit qu'il nous parlait de la **condition paysanne** telle qu'elle est **vécue de l'intérieur** par des agriculteurs.

L'échantillon des personnes témoignant n'est pas vraiment représentatif de la diversité des agriculteurs – l'idée de « **la grande famille agricole** » qui revient souvent dans les discours des dirigeants de la [FNSEA](#), le premier syndicat agricole français, n'est en réalité qu'un mythe masquant la diversité considérable existant parmi les agriculteurs français.

Le film présente les apports d'un ensemble de producteurs et de productrices qui prennent le temps de réfléchir sur ce qu'ils font, sur ce qu'ils sont. Et que nous disent-ils sur leur condition ?

Voilà les réflexions qu'ils ont suscitées en moi...

La condition paysanne

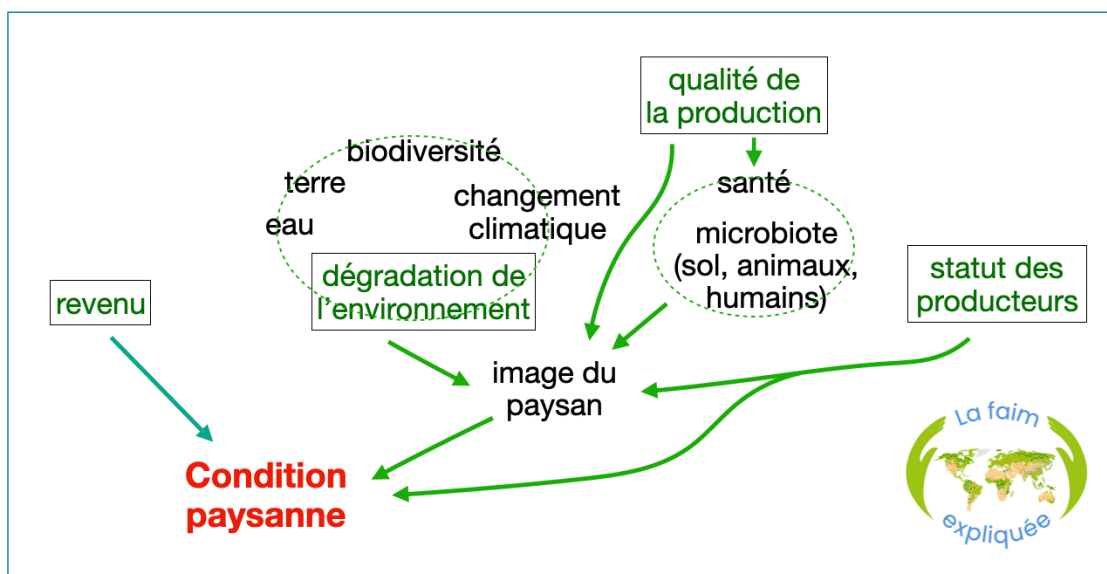
Il ressort de ces témoignages que la condition paysanne en France – et cela est probablement vrai dans la plupart des pays de l'Union européenne (UE) – a deux dimensions principales : le revenu et l'image (voir **figure 1**).

Le revenu

Il est bas, très bas, correspondant à **75 % du revenu moyen par travailleur dans l'économie de l'UE en 2023**, selon Eurostat [[lire en anglais](#)]. Ce chiffre cache de fortes disparités (par exemple entre un grand céréalier de la Beauce et un petit éleveur du Cotentin) et montre que la promesse du Traité de Rome, en 1957, n'a pas été tenue, qui annonçait que l'objectif était de faire en sorte que le revenu des travailleurs de l'agriculture devienne équivalent à ce qu'il est pour le travailleur moyen dans l'économie de l'Union [[lire p.5-6](#)].

Ce revenu ne permet que difficilement une vie modeste pour la plupart, comme le soulignent les personnes interrogées dans le film.

Figure 1 – La condition paysanne



Une image ternie

Les sondages ont beau affirmer que la population française a une bonne image des agriculteurs (même si elle se détériore quelque peu [lire](#)), celle-ci souffre des critiques qui se sont faites plus fréquentes depuis peu.

Les agriculteurs interrogés dans le film, eux-mêmes, se posent des questions à ce sujet et ils se préoccupent

- du rôle de l'agriculture dans la **détérioration de l'environnement** (dégradation des sols, contamination de l'eau, diminution de la biodiversité et changement climatique).
- de la **qualité de la production agricole** et des implications qu'elle a sur la **santé** des consommateurs, ainsi que des conséquences qu'ont les techniques de production qu'ils emploient (utilisation des pesticides, notamment) sur leur propre santé.
- de leur **statut** de travailleur « ubérisé ». Les agriculteurs ont toujours été considérés – et se sont toujours considérés avec fierté – comme des travailleurs indépendants. Mais, depuis longtemps déjà, les éleveurs industriels de volailles ou de porcs sont devenus dépendants, car ils ont **perdu le contrôle** sur ce qu'ils font et sont obligés de **suivre les ordres** des grandes entreprises qui achètent leurs produits, décident des technologies, aliments et produits vétérinaires à utiliser, leur **imposent des prix** « de marché » bas et leur demandent de **financer** (par crédit à rembourser sur les recettes) les bâtiments et équipements d'élevage. Voilà qui ressemble beaucoup à la condition des livreurs qui sillonnent nos villes sur leurs vélos, symboles « modernes » d'un travail précaire et mal rémunéré.

Avec la numérisation de l'agriculture, cet état se généralise pour les cultures où les producteurs doivent, eux aussi, de plus en plus respecter les normes dictées

par des intelligences artificielles, sous peine d'être exclus du marché [[lire p.6-7](#)].

Essayons maintenant de comprendre comment on en est arrivé là...

Pour cela, on considérera **deux niveaux d'explication**.

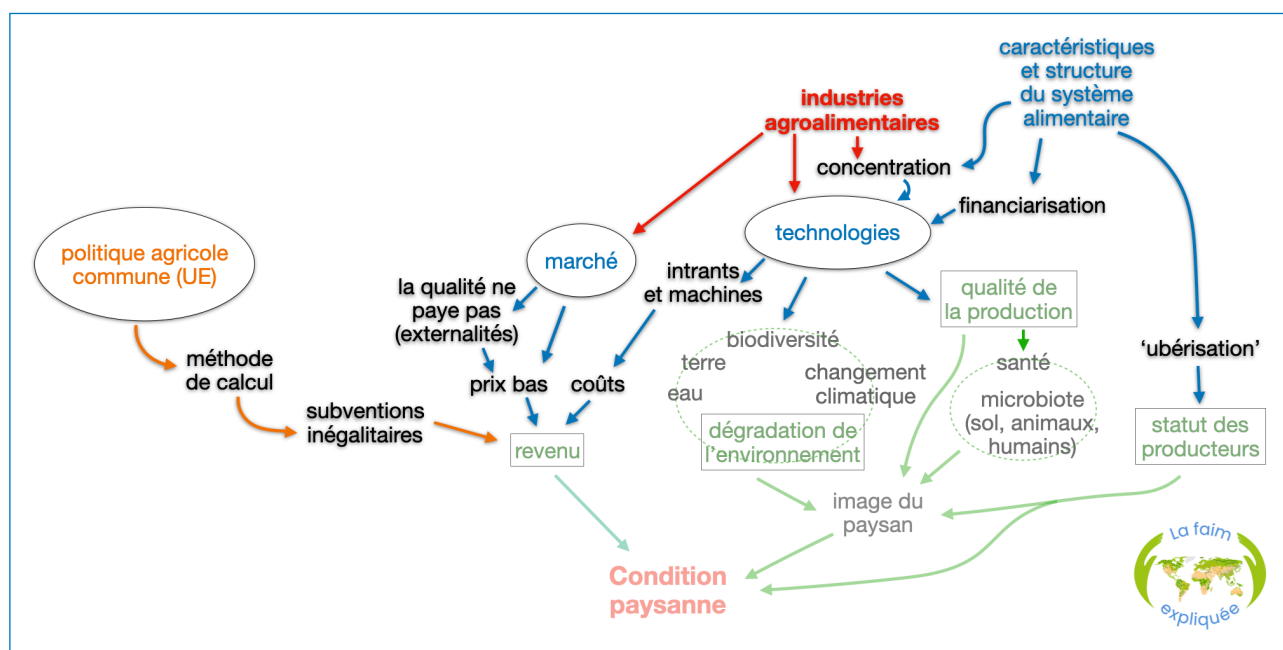
Premier niveau d'explication

Il comprend trois dimensions principales : les **caractéristiques du système alimentaire**, les **technologies** et le **marché** (voir **figure 2**).

Les caractéristiques du système alimentaire

Le système alimentaire se caractérise par une **concentration croissante** des entreprises et du pouvoir tant du point de vue du **chiffre d'affaires** que de la création et de l'application de **normes privées** dans les filières et de la collecte, que de l'analyse et de l'utilisation des **données** numériques. Ces dernières deviennent un produit important des activités économiques (pour certains, ce serait même bientôt leur produit principal...) [[lire ici](#) et [ici](#)].

Figure 2 – Premier niveau d'explication : structure du système alimentaire, technologies et marché



Lié au point précédent, on observe une forte **financiarisation** du système alimentaire. Cela signifie que les **opérateurs financiers** (banques, fonds de pension, 'investisseurs' divers) y prennent un poids croissant et y imposent leur logique court-termiste du **profit immédiat**, leur **absence de sens de responsabilité** et leur **peu d'intérêt pour le long terme** et pour l'image du secteur dans lequel ils investissent [[lire p.12-14](#)].

La financiarisation se traduit également par l'appropriation de **bonnes terres** (le poids des opérateurs financiers a doublé dans le foncier en France, en quelques années et ils détenaient 14 % des terres agricoles en 2023 [\[lire\]](#)), le développement de la production d'**agroénergie** [\[lire\]](#) et celui du marché du **carbone** [\[lire\]](#). Elle a aussi entraîné le développement par les grandes entreprises de l'agroalimentaire de leurs propres opérations financières pour exploiter l'information dont elles disposent pour faire plus de bénéfices et renforcer leur position de pouvoir.

Enfin, avec l'avènement **du numérique**, les compagnies dominantes dans les filières se trouvent en position d'**imposer des normes** pour les produits agricoles, de **dicter** de plus en plus souvent le détail des opérations entrant dans la production et de **désigner** les fournisseurs d'intrants. Cette tendance a pour effet une **perte d'autonomie** et une **déqualification**, à terme, des producteurs qui, s'ils n'obtempèrent pas, sont menacés d'être exclus du marché. C'est à ce titre que l'on peut parler « d'ubérisation », comme on l'a vu ci-dessus [\[lire p.6-7\]](#).

Les technologies

Une des conséquences des caractéristiques du système alimentaire que l'on vient de voir et tout particulièrement de la priorité accordée au profit immédiat est que les entreprises utilisent leur pouvoir pour faire la promotion de technologies leur permettant de vendre les équipements et les intrants qu'elles produisent aux agriculteurs. Elles l'utilisent aussi pour obtenir des produits agricoles **standardisés**, facilement **transformables** dans des processus industriels et **vendables avec profit** aux consommateurs.

Les technologies ayant recours à de nombreux équipements et de grands volumes d'intrants occasionnent évidemment une augmentation des **coûts de production** qui seront déduits des recettes des agriculteurs avant de dégager leur revenu net.

L'utilisation des équipements implique une **intensification énergétique** de la production et une hausse des émissions de GES. L'accroissement de la consommation d'intrants chimiques de synthèse (engrais, pesticides et produits vétérinaires) entraînera une présence croissante de résidus de ces produits dans l'environnement et dans la nourriture avec des **conséquences délétères sur l'environnement et la santé**.

Ces conséquences n'étant pas reflétées dans les coûts de production ou dans les prix des produits (c'est ce que l'on appelle des **externalités**) [\[lire\]](#), elles ont peu d'influence sur la prise de décisions de ces entreprises qui sont avant tout à la recherche de profits. De ce fait, ces effets ont eu tendance à augmenter dans le temps.

Le marché

Sur le **marché**, les producteurs ont affaire à des prix bas, d'autant plus qu'ils sont en position de faiblesse face aux géants de la **grande distribution** qui dominent

les circuits conventionnels et peuvent facilement s'approvisionner à l'**étranger**, notamment dans les pays où les salaires sont bas et les normes environnementales faibles, voire absentes. Les prix des produits agricoles sont aussi le plus souvent défavorables aux agriculteurs, du fait de la politique historique de prix alimentaires bas pour les consommateurs (voir ci-dessous).

'**La qualité ne paye pas**', confie l'un des producteurs interviewés dans le film. En effet, mis à part certains circuits encore **minoritaires**, le marché se moque de la **qualité** et des **externalités** tant environnementales que sanitaires qui ne se reflètent pas (par définition) dans les prix de marché – dans de très rares occasions, elles peuvent être pris en compte sous la forme de taxes ou de subventions. Le marché se moque aussi de l'avenir et son principe de base est avant tout **le profit immédiat**, résultat des caractéristiques générales de l'économie. En outre, le **pouvoir d'achat limité** de la masse des consommateurs ne leur permet pas d'accéder à des produits de qualité dans le commerce conventionnel, tandis que la publicité dominante et le manque d'information les privent souvent d'un accès à des circuits courts ou spécialisés où de tels produits sont disponibles et plus abordables. En plus, peu est fait pour donner la capacité aux producteurs et les aider à s'organiser pour mieux vendre leurs produits de qualité [[lire p.3-6](#)].

À ces trois dimensions, il faut ajouter les subventions payées aux producteurs dans le cadre de la **Politique agricole commune** de l'Union européenne. Elles ont pour but de soutenir leur revenu et orienter leurs activités. Cependant, leur mode de calcul (en fonction de la surface de l'unité de production) en fait des **apports inégaux** qui vont principalement vers les plus grands producteurs travaillant sur de vastes superficies, au détriment des petits producteurs et des éleveurs.

Ce dernier point, qui a trait à une politique, permet de faire le lien avec le second niveau d'explication.

Second niveau d'explication

Ce niveau porte sur certaines **politiques économiques** qui se sont révélées constantes et s'inscrivent dans l'histoire de l'industrialisation de l'économie qui caractérise les 150 dernières années.

Là encore, il faut considérer trois dimensions principales : **l'agriculture comme cliente et fournisseuse de l'industrie, des prix alimentaires bas pour des salaires bas** et la **Politique agricole commune de l'Union européenne** (voir figure 3).

L'agriculture comme cliente et fournisseuse de l'industrie

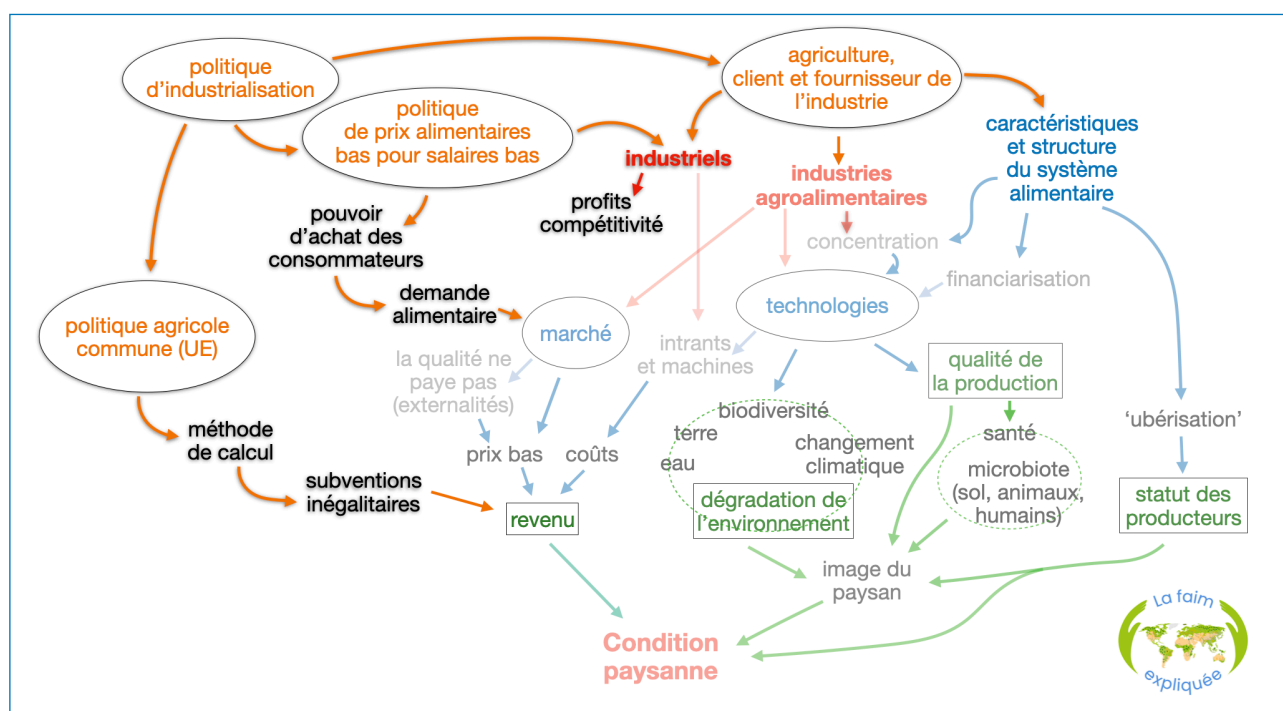
Au moment de la **Révolution industrielle**, au XIXe siècle, **l'agriculture constituait la majeure partie de l'économie** (avec le commerce et, à un degré moindre, les mines) et une grande part des ressources investies dans l'industrie provenait de l'agriculture.

Pour développer l'industrie, il fallait faire de l'agriculture (et de la population agricole) les **fournisseurs** (bois, produits agricoles) et les **clients** de l'industrie (outillage et machines, intrants agricoles et autres produits de consommation).

Pour cela, l'agriculture, elle-même devait s'**industrialiser**¹, c'est-à-dire se standardiser et opérer à une échelle plus grande, devenir plus productive et consommatrice d'énergie, d'équipement, d'outils et d'intrants divers produits par l'industrie. Cela devait lui permettre aussi de libérer la **main-d'œuvre** indispensable au développement de l'industrie et de produire le surplus de biens pouvant être transformés par l'industrie ou consommés comme aliments par la population urbaine en croissance.

Et c'est ce même processus qui a contribué à développer le système alimentaire tel qu'il est aujourd'hui, industriel, concentré, avec des technologies consommatrices d'énergie et de produits de l'industrie chimique, utilisant un grand nombre de machines chaque jour plus sophistiquées et s'appuyant sur une main-d'œuvre de plus en plus réduite.

**Figure 3 – Second niveau d'explication :
l'agriculture et l'industrialisation de l'économie**



Des prix alimentaires bas pour des salaires bas

Pour que l'industrie puisse être viable et se développer, **il fallait que l'alimentation soit bon marché**. À l'époque, comme encore aujourd'hui dans les

¹ L'industrialisation a également profondément transformé la guerre, faisant de l'armée une grande cliente de l'industrie (armes, munitions, moyens de transport des troupes et du matériel). Les premières guerres industrielles sont la guerre de Sécession et la Première Guerre mondiale.

pays à bas revenu, la nourriture constituait la majeure partie du budget² d'une famille vivant en ville et ne pouvant plus produire elle-même de quoi se nourrir.

La nourriture bon marché permet de payer des salaires bas aux travailleurs tout en leur donnant les moyens de s'alimenter suffisamment. En effet, **l'alimentation était un facteur déterminant de la productivité des travailleurs** au XIXe siècle. En outre, des salaires bas étaient indispensables pour générer les **profits** pour accumuler du **capital** et le réinvestir dans l'industrie.

De nos jours, on continue de penser que les prix alimentaires doivent rester bas, car ils demeurent nécessaires pour donner de la **compétitivité aux secteurs non agricoles**, même si le poids de la nourriture dans le budget des familles a beaucoup baissé. En France, il était d'un peu plus de 15 % au milieu de la dernière décennie [\[lire p.5\]](#). Mais avec l'augmentation des prix alimentaires au niveau mondial depuis quelques années, en particulier à la suite de la pandémie et l'invasion de l'Ukraine, on a constaté qu'un nombre croissant de travailleurs avait recours à **l'aide alimentaire** pour pouvoir manger suffisamment, y compris dans des pays riches [\[lire\]](#).

C'est cette politique de prix bas, maintenue jusqu'à ce jour, omniprésente dans les publicités des entreprises de la grande distribution, qui explique pourquoi les prix agricoles et alimentaires sont si bas sur le marché et pèsent négativement sur le revenu agricole, pénalisant partout dans le monde les travailleurs du secteur agricole et alimentaire [\[lire p.4-8\]](#).

La Politique agricole commune de l'Union européenne

Dans l'UE, les **subventions** payées aux producteurs dans le cadre de la Politique agricole commune devaient permettre de compenser – mais seulement partiellement et de manière très **inégalitaire**, on l'a vu – les conséquences de la politique de prix bas.

Mais, comme le montrent les témoignages dans le film, ces subventions inégales sont loin de faire que l'engagement pris en 1957 sur le revenu des agriculteurs est respecté !

Conclusion

La réflexion suscitée par le visionnage du film « **Leurs Champs du Cœur** », pour imparfaite et partielle qu'elle soit³, suggère que le développement de l'industrie au cours des 150 dernières années aura transformé radicalement le système alimentaire : acteurs, logiques, produits, tout ou presque.

² Plus de 60% du budget des ménages dans les groupes de population les plus pauvres.

³ Certains trouveront peut-être le diagramme trop complexe, mais, comme nous aimons à le répéter sur la faim expliquée, la réalité **est** complexe et faite d'une imbrication d'un grand nombre de questions différentes !

D'un système reposant surtout sur la consommation de produits bruts par ceux qui les produisent, on est passé à un système qui a pu nourrir une population dont la taille a explosé avec une diversité et un volume de produits alimentaires (de plus en plus transformés) inégalés dans l'histoire. Et tout cela s'est fait grâce au travail d'un nombre progressivement réduit de producteurs sous-payés, désormais une petite minorité dans les pays riches et une masse en diminution rapide ailleurs.

En Europe, les agriculteurs sont presque une espèce en voie de quasi-disparition, travaillant dur, dans des conditions souvent difficiles, voire dangereuses, et vivant, pour la plupart très chichement. Ils cèdent de plus en plus la place à des entreprises agricoles capitalistiques alimentant des industries agroalimentaires chaque jour plus sophistiquées et des géants chargés de la grande distribution.

Présenté de la sorte, on pourrait presque croire que l'on a affaire à un succès : un succès technologique teinté d'efficacité économique ayant permis l'émergence d'une économie, elle aussi, diverse comme jamais auparavant.

Mais il y a un revers à cette médaille étincelante : les bases biologiques de la production alimentaire sont menacées par la surexploitation, la pollution et le changement climatique. La santé des consommateurs et des agriculteurs est en jeu du fait de la contamination de la nourriture par toute sorte de produits de synthèse encore inconnus il y a quelques décennies et dont on n'a pas idée des effets, même si l'on décèle chaque jour de nouveaux signes de dégradation de la santé de la population liée à l'alimentation. Et la plupart de ceux qui travaillent dans le système alimentaire vivent dans la pauvreté et risquent de suivre les nombreux agriculteurs qui ont déjà quitté le secteur.

Aujourd'hui, cette situation préoccupe de plus en plus de producteurs et de consommateurs, bien que l'on cherche souvent à les opposer.

Il est sans doute possible d'améliorer la situation au niveau local – et de nombreux exemples existent, y compris dans le film. Mais la logique sous-tendant le système alimentaire est si bien établie, et ses acteurs, alliés aux gouvernements, sont si puissants, tellement ancrés dans leurs convictions et engagés dans les transformations qu'ils mettent en œuvre et dont ils tirent profit [lire] que l'on voit mal comment des solutions proposées au niveau local pourraient dépasser le cadre de la 'zone de confort' locale pour atteindre la 'zone de conflit' nationale et globale [lire p.9–11] qu'il est pourtant indispensable de toucher pour qu'une amélioration radicale et généralisée s'opère durablement.

Sélection de quelques articles parus sur [lafaimexpliquée](#) liés à ce sujet :

- [Dans l'alimentaire, la concentration par l'accroissement des parts de marché dans un domaine d'activité s'essouffle](#), 2025.

- [L'accaparement vert : opérations financières juteuses, communautés dépossédées, peu d'impact sur les émissions de CO2, 2025.](#)
- [Les acteurs de l'alimentation et de l'agriculture – Troisième partie : La société civile, 2025.](#)
- [Protestations des agriculteurs européens : simple crise ou convulsions annonciatrices d'une transition indispensable ? 2024.](#)
- [La « transition agricole et alimentaire » est en cours – Neuf changements nous indiquent vers quel monde elle nous mène, 2023.](#)
- [Faim, aide alimentaire et pauvreté dans les pays riches \(avec illustrations tirées des cas de la France et des États-Unis\), 2023.](#)
- [Agriculture, alimentation et développement économique – La pénalisation de l'agriculture et de l'alimentation est-elle une stratégie de développement durable ? 2022.](#)
- [Le biogaz : une source d'énergie pour petits paysans pauvres en Asie dans les années 1980 est devenue une industrie commerciale rentable associée à de multiples risques, 2022.](#)
- [Le pouvoir économique privé dans les systèmes alimentaires et ses nouvelles formes, 2022.](#)
- [La révolution numérique dans l'alimentation et l'agriculture – Belles promesses, résultats mitigés et pari risqué, 2021.](#)
- [Le vrai coût de notre nourriture – Le marché seul peut-il guider notre système alimentaire vers plus de durabilité ? 2020.](#)
- [Les politiques agricoles et alimentaires en place sont-elles favorables à des systèmes alimentaires locaux durables ? 2015.](#)